Théologie des ministères et Consécration

Notes sur les documents et commentaires

Les documents étudiés (cf. liste jointe) peuvent se classer en trois périodes:

- avant 1990: l'EERV se préoccupe surtout de créer de nouveaux ministères spécialisés alors qu'apparaît une première réflexion critique à propos de la consécration;
- de 1990 à 2000: la question de la distinction entre ministères pastoral et diaconal apparaît clairement, avant que la préparation et la mise en place d'EàV ne mette cette problématique entre parenthèses; le débat sur la consécration fait évoluer la liturgie de ce culte et la décléricalise;
- de 2003 à 2009: l'Eglise reprend le débat sur la dualité pasteurs-diacres, avec l'ambition plus vaste de définir une « théologie des ministères », et ouvre la voie à des « laïcs professionnels »; la question de la consécration est reprise au niveau de la FEPS.

En italiques et en retrait, les commentaires et enjeux de réflexion proposés par les lecteurs des documents.

A) Première période (avant 1990)

A1 Rapport FEPS concernant une consultation du COE (BEM) (Avril 1986)

La partie concernant le ministère reflète un certain consensus des Eglises cantonales sur le caractère de la consécration : il ne faut pas écorner le principe du sacerdoce universel car elle concerne, sans hiérarchisation, divers services d'Eglise, actuels ou à définir/développer. Mais constat de fait: il y a une structure de pouvoir clérical tant que le pastorat reste l'unique service consacré. La consécration est vue comme acte d'Eglise impliquant la reconnaissance externe d'une vocation interne, la bénédiction, et un fort lien communautaire (collégialité des ministres et coresponsabilité ministres-laïcs). On relève une tendance appuyée pour un engagement durable et une formule unique (l'installation rendra compte de la diversité des fonctions).

La FEPS initie l'effort de clarification des bases théologiques de la Consécration qui aboutira à la publication en 2007 du rapport Position 10 « La consécration selon la vision réformée » (Trad fr 2009)

A2 Commission des Ministères *Entretien avec Willy Zoss (1^{er} responsable EERV de la formation des stagiaires)* (Septembre 1986)

L'Eglise se replie trop sur son fonctionnement et sur l'édification, ce qui la fait régresser. Il faut s'ouvrir au monde et reprendre l'évangélisation. Les pasteurs doivent redevenir des théologiens et des célébrants, au service du rassemblement de la communauté. Par ailleurs il

faut plus de ministères spécialisés, pour aller à la rencontre de ceux du dehors, dans de nouveaux « lieux d'Eglise ». C'est là que se vit le ministère diaconal de l'Eglise, à confier prioritairement aux diacres ... mais aussi aux pasteurs et laïcs.

La distinction classique entre pasteurs (au service du rassemblement de la communauté) et diacres (auprès de « ceux du dehors ») apparaît ici probablement pour la première fois, de même que l'expression, reprise par EàV, de « lieux d'Eglise ». A l'époque il y avait encore très peu de ministères spécialisés. Il est intéressant de constater que les diacres sont vus dans ces nouveaux ministères, et non en paroisse !

A3 Commission des ministères

Rapports intermédiaires au Synode (état des travaux)

(Novembre 1987 et novembre 1988)

- 1987 A côté des paroisses et de quelques aumôneries cantonales (CHUV, EPO, ...), il faut développer de nouveaux lieux d'Eglise (par ex. à l'Université). Mais pour cela il faut pouvoir gérer plus sagement l'apport financier de l'Etat.
- 1988 Il faut ouvrir des postes régionaux, cantonaux et même romands. Le rapport cite ici la formation (AREC, Evangile et Culture, le Centre Protestant d'Etudes) et l'information (Croire, Vie Protestante, Radio et TV).

L'enjeu à cette époque est de développer de nouveaux types de ministères, à tous les échelons. Mais le problème est (apparemment) la réticence de l'Etat à financer des postes non paroissiaux. On ne parle pas du tout des diacres dans ces rapports, comme s'il fallait d'abord ouvrir des lieux adéquats à leur ministère avant de les y affecter.

A4 Groupe indépendant de réflexion et d'information sur la consécration.

(Octobre 1988)

Un groupe de candidats à la consécration diffuse ses réflexions sur la traditionnelle cérémonie de consécration à la Cathédrale. Refus d'une sorte d'ordination qui conférerait un pouvoir spécifique au ministre, insistance sur la simple reconnaissance d'une vocation par l'Eglise cantonale (à distinguer de l'installation locale dans une fonction précise). Sur la base d'une vocation et d'une formation, la consécration officialise un mandat. Ouverture à la possibilité d'une Consécration limitée dans le temps.

Texte à caractère polémique, mais à la fois reflet et fondateur pour l'EERV d'un renouveau d'optique sur la consécration, conçue comme un service et non un pouvoir. La cérémonie est jugée pompeusement cléricale et inadéquate.

A5 Conseil synodal

Rapport au Synode sur les ministères

(Juin 1989)

Dans la suite des rapports intermédiaires cités ci-dessus, le CS affirme la nécessité de diversifier les ministères et d'ouvrir de nouveaux lieux d'Eglise. Pour cela il faut revoir la géographie paroissiale et les dotations (*c'est à partir de ce rapport que seront créés des ministères régionaux*).

Le CS pointe du doigt le problème de la répartition des ministères: quand il n'y a pas de pénurie pastorale, aucune paroisse ne veut de diacre, alors qu'en période inverse on utilise les diacres comme « bouche-trous » paroissiaux ! A l'avenir les diacres devraient être des « défricheurs », à la frange de la communauté ecclésiale. Il faut donc les orienter soit vers des grandes paroisses (en équipe avec des pasteurs et avec des profils distincts), soit vers des postes régionaux ou cantonaux.

Le CS voit bien le problème apparu très tôt: les diacres utilisés en cas de manque de pasteurs. Pour clarifier la situation, il propose de n'affecter des diacres que dans des postes au profil spécifiquement diaconal et autant que possible hors paroisse. On sait que dans les 20 années suivantes on a souvent fait tout le contraire, faute d'avoir pu définir vraiment de tels profils.

B) Deuxième période (1990 à 2000)

B1 Conseil synodal

*Rapport au Synode sur la formation aux ministères
+ rapport de la commission d'examen
(Novembre 1990)*

Centré sur les adaptations du cursus de formation, ce rapport débute par une brève définition de l'acte liturgique de consécration: reconnaissance des ministères et de leur diversité (en fait pratiquement pasteur et diacre), dans le cadre de la vocation générale des croyants; les ministres ont pour rôle d'aider les laïcs à accomplir leur fonction dans l'Eglise. Au centre de la cérémonie, une promesse de fidélité au service de la communauté et l'appel au don (quotidien) du Saint-Esprit. La consécration n'est pas envisagée comme une simple mesure de fonctionnement de l'Eglise, mais comme « un signe de ce que l'assemblée des croyants constitue un corps, dont le Christ lui-même est le Pasteur et le Diacre ».

Ce rapport, dit « du groupe des Dix » (nombre des commissaires), ainsi que celui de la CEx, manifeste le souci de réajuster la mission de l'Eglise aux défis du moment, en s'assurant de l'adéquation des compétences ministérielles. Pas de véritable incursion sur le terrain de la théologie des ministères.

B2 Conseil synodal

*Rapport au Synode sur le culte de consécration aux ministères
+ rapport de la commission d'examen
(Juin 1991)*

Modifications de détail pour faire de ce culte un véritable acte synodal: c'est le le Synode - et non de seuls ministres consacrés - qui invoque le Saint-Esprit. Il désigne à cet effet un collège représentatif de toute l'EERV (laïcs et ministres); le représentant du CS peut être un ministre ou un laïc. Toute l'Eglise (via l'assemblée) s'engage envers les consacrés. On met l'accent sur la gratitude générale de l'Eglise plutôt que sur l'apport spécifique de chaque consacré (élément qui trouvera place lors de l'installation). La CEx insiste pour que la nouvelle liturgie soit déclarée « transitoire », dans l'attente d'un approfondissement théologique. La consécration se limite-t-elle à une simple reconnaissance des ministères ? Il est indispensable de dissiper le flou et d'harmoniser les dénominations.

Mise en conformité de la liturgie avec l'évolution du ressenti: la consécration comme véritable acte synodal, échappant aux griffes des clercs. Le peuple de l'Eglise au centre, par la prière et l'engagement. Mot d'ordre: ni bouleverser les usages ni s'embourber dans les controverses théologiques ! Entrée dans un processus de transition qui, de rapport en rapport, va repousser les décisions dans l'attente d'un débat théologique de fond.

B3 Gottfried Hammann

*L'histoire de la diaconie dans les Eglises réformées
(Novembre 1992)*

L'Eglise est toujours diaconale, tous les baptisés portent ensemble la responsabilité diaconale. La difficulté est de préciser le ministère particulier des diacres à côté de celui des pasteurs.

Dans l'Eglise primitive, le diacre était un laïc avec une fonction caritative, de soutien et d'entraide (Actes 6), ce n'était pas un ministère spécifique; le diacre pouvait être homme ou femme. Plus tard intervient une structuration entre évêque (Parole) et diacre (entraide matérielle), le second étant subordonné au premier. Le diacre devient le responsable liturgique des dons et de la répartition des restes (offertoire de la liturgie), il participe à l'intercession et aux lectures bibliques. Il devient un clerc subalterne et ne peut être qu'un homme (!).

Au Moyen-Age, dans les villes surtout, la fonction diaconale se déplace vers un service social laïc ou les monastères.

Réformateurs: pour Luther, le diacre doit être un travailleur social sans fonction liturgique, sous la responsabilité de l'autorité civile. Pour Zwingli, il n'y a qu'un seul ministère, celui de pasteur, qui englobe la diaconie. Calvin proposait 4 ministères consacrés: docteur, pasteur, ancien et diacre (avec participation liturgique à l'offertoire et à la sainte-cène), schéma qui n'a jamais été appliqué. Les autorités civiles de Genève voulaient en effet que les tâches caritatives soient sous leur responsabilité.

Pour G. Hammann, il faut « théologiser » l'entraide matérielle. Le rôle du diacre est plus que celui d'un assistant social, c'est un ministère spécifique et consacré, lié au culte et à la communauté, ouvert aux hommes et aux femmes.

D'entrée le problème récurrent est posé: le ministère diaconal ne peut se réfléchir que par rapport au pastoral ! Ayant été recréé après celui du pasteur, il est toujours défini en second, à côté de l'autre.

L'erreur n'a-t-elle pas été de ne pas revenir au tout premier sens de la fonction diaconale: un service intracommunautaire assuré par des laïcs, ce que beaucoup d'Eglises protestantes ont gardé aujourd'hui, soit dans l'accompagnement des malades, soit comme auxiliaire de la liturgie ?

En voulant placer les diacres aux « frontières » de l'Eglise (cf. rapport du CS de juin 1989), on les a éloignés de leur premier lieu d'insertion, la communauté locale (cf. G. Hammann, qui les situe à l'intérieur de la communauté et du culte). Et on n'a pas pu empêcher qu'ils deviennent un ministère second, devant toujours se justifier en tension avec le premier.

B4 Conseil synodal

*Rapport au Synode sur le culte de consécration aux ministères
+ rapport de la commission d'examen
(Octobre 1993)*

A la demande du Synode, reprise et approfondissement des débats de juin 1991. Thème: préciser le sens et le rôle du culte de consécration. Après enquête auprès d'une dizaine d'Eglises voisines et de quelques théologiens de référence, la commission désignée à cet effet émet 12 thèses portant notamment sur la mission communautaire des baptisés. Au service de cette mission, il faut penser des ministères spécifiques, diversifiés, non-hiérarchisés; la formule de serment sera unique (un seul corps ministériel), mais l'épiclese différenciée selon le type de ministère (diacre/pasteur).

La commission reconnaît l'inconvénient du terme « consécration » (connotation à sacré), mais propose son maintien (« ordination » induit les notions d'ordre, de hiérarchie, de clergé; « reconnaissance » est d'un usage banal, à double sens). Questions en suspens: faut-il instituer d'autres ministères que pasteur-diacre ? la consécration est-elle définitive ou liée à l'exercice d'un certain type de fonction ? qui doit porter la robe lors du culte pour la prédication (dans la mesure où ce n'est pas un habit sacerdotal, mais la tenue liturgique du prédicateur...) ? Tant le rapport de la CEx que les débats du Synode se concentrent sur la formulation du serment, et l'on décide de prolonger les formules d'épiclese jusqu'au futur débat sur la place des diacres. Mandat au CS de mettre en œuvre une réflexion approfondie sur les questions en suspens...

L'enquête de la commission d'étude a été menée de façon rigoureuse, et les 12 thèses sont formulées avec beaucoup de pertinence et de clarté. La CEx et le Synode n'entrent pas en matière sur ce travail de fond... remisé au vestiaire des problèmes en suspens !

B5 Commission temporaire

*Rapport final sur la place des diacres dans l'Eglise
(Janvier 1994)*

La commission pose un constat d'insatisfaction: il est difficile de dessiner clairement une « identité diaconale », la pénurie pastorale ayant trop souvent offert aux diacres des débouchés non diaconaux. On cite des offres d'emploi où le diacre est une alternative à un pasteur ou à un laïc ! La difficulté est de définir vraiment une identité diaconale et de la différencier du pastorat, sans quoi on atténue les différences entre ministères.

La commission aimerait définir cinq catégories de diacres: assistants sociaux, animateurs (jeunesse par ex.), aumôniers (hôpital, EMS, ...), théologiens et milieux professionnels.

Pour cela elle fait trois propositions:

- le champ d'action des diacres est la diaconie de l'Eglise
- le diaconat doit s'exercer en direction des catégories de population rejetées, dans les lieux de vie éloignés de l'Eglise; en paroisse les diacres doivent être témoins de ces situations
- il faut recentrer les priorités du ministère pastoral

De manière transitoire, les pasteurs en fonction diaconale devraient s'intituler « diacres théologiens » et les diacres en fonction pastorale « pasteurs non théologiens ».

Le constat est bien posé (difficulté d'établir une limite claire entre les deux ministères) mais on tente encore de résoudre le problème en sortant les diacres des paroisses pour les envoyer « aux frontières ». Il est aussi curieux de voir apparaître en même temps une catégorie « théologiens » pour des diacres (allusion à la classe des diacres A du début ?).

On reste sur le double schéma diaconie de l'Eglise = diacre, et diaconie = frontières de l'Eglise (qui devrait limiter l'insertion de diacres en paroisse), ce qui posera toujours un problème ecclésiologique insurmontable. Quant aux propositions transitoires d'intitulés, elles n'ont (heureusement) jamais été reprises...

B6 Conférence des Eglises Romandes (CER)

*Rapport sur la place et le rôle des diacres
(Mai 1995)*

Ce rapport propose 12 décisions à adopter dans toutes les Eglises romandes:

- la vie entière de l'Eglise a une dimension diaconale
- le diaconat est un ministère indispensable
- pasteurs et diacres accomplissent un ministère unique de proclamation de l'Evangile en paroles et en actes, dans le respect des responsabilités particulières et des fonctions spécifiques de chacun
- les responsabilités ne sont pas interchangeable, mais il y a des exceptions possibles
- il faut prévoir des passerelles pour agréger des diacres au pastorat et vice-versa
- les deux ministères sont différents dans leurs fonctions mais égaux en valeur
- les diacres accomplissent la fonction diaconale du ministère de l'Eglise
- ils agissent sur le front des marginalités sociales, ou en paroisse, à côté des pasteurs
- il faut développer la possibilité de diacres en milieu professionnel
- dans le culte, ils participent à l'intercession et appellent à la solidarité (mais ne participent pas à la sainte-cène !)
- il faut leur prévoir un habit liturgique (de même pour les laïcs intervenant dans le culte !)
- la délégation pastorale pour les diacres est possible mais doit être limitée.

A partir du principe chaque fois rappelé qu'il y a un seul ministère de l'Eglise, mais sous deux formes différentes, on n'arrive jamais à définir où est la limite entre les deux (une visite à l'hôpital est-elle pastorale ou diaconale ?). On est donc obligé de dire qu'il y a des exceptions possibles, qu'il faut prévoir des délégations pastorales (mais pas de délégation diaconale !), ainsi que des passerelles permettant des agrégations dans les deux sens (mais on n'a jamais vu d'agrégation diaconale d'un pasteur !)

Autre difficulté: l'affirmation que les diacres accomplissent la fonction diaconale de l'Eglise est en contradiction avec le principe du ministère Un, en paroles et en actes, d'autant qu'en paroisse le diacre reste toujours au second rang.

B7 Conseil Synodal

*Rapport au Synode sur la spécificité des ministères
+ rapports de la commission de travail et de la commission d'examen
(Juin 1995)*

Le rapport de la commission de travail est dur: trop de groupes réfléchissent sur la question sans cohérence interne ! L'objectif, qui était d'élaborer une description des spécificités de chacun des ministères (pastoral, diaconal, laïc), ne peut pas être atteint, c'est un constat d'échec. S'il est possible de différencier les fonctions des ministres et de celles des laïcs, il est impossible de le faire entre pasteurs et diacres. De plus, il faut cesser de confondre diaconie de l'Eglise et ministère diaconal.

D'où la proposition de n'avoir qu'un seul ministère, accessible par diverses voies de formation, et ouvert ensuite sur une diversité de fonctions. La formation (stages) et la consécration seraient communes, puis une formation spécifique serait donnée pour chaque type de poste envisagé (yc. paroissial).

La commission d'examen propose aussi de renoncer à définir dans l'absolu des domaines spécifiques pour pasteurs, diacres et laïcs. Il vaut mieux tenir compte des besoins du terrain et des charismes des personnes.

Le Conseil synodal, au vu de ces deux rapports, constate le blocage et l'impasse, et propose de reprendre le débat à la base !

Le débat fondamental est là vraiment lancé: peut-on, doit-on, s'acharner à distinguer deux types de ministères consacrés (avec toutes les ambiguïtés rencontrées jusque là), ou faut-il carrément trouver une autre solution ? L'intérêt de la réflexion de la commission de travail est dans la mise en cause du schéma officiel diacre = diaconie (cf. le rapport de la CER de 1995 ou celui de la commission temporaire de 1994), schéma qui sous-tend tous les efforts pour distinguer les deux ministères.

Par contre on peut s'interroger sur l'idée de la commission de prévoir, en plus de la formation de base (stages) autant de formations spécifiques que de fonctions ministérielles exercées, ce qui reviendrait à segmenter le ministère en plusieurs sous-professions distinctes. Cela pose un problème ecclésiologique fondamental: si les ministères non-paroissiaux ont bien entendu la même légitimité que les autres, seule la communauté paroissiale est permanente et rassemble tous les âges, toutes les catégories de population et toutes les situations de vie. Peut-on vraiment faire du ministère paroissial une spécialisation ?

On voit aussi rapidement la complexité et le coût de formations spécifiques supplémentaires pour chaque fonction (d'autant que chaque secteur n'est pas homogène à l'interne : dans l'« aumônerie » par ex. un ministère en milieu carcéral n'est pas le même qu'en EMS), y compris à l'occasion de chaque changement de secteur. Tout le monde serait tout le temps en train de se former...

B8 Conseil Synodal

*Rapport au Synode sur la diaconie de l'Eglise
+ rapport de la commission d'examen
(Novembre 1995)*

Le CS propose ici une réflexion de fond sur la diaconie de l'Eglise, plutôt qu'une définition de la forme que doit prendre le ministère diaconal. Il voit la « diaconie d'aujourd'hui » auprès des nouvelles pauvretés et dans les réseaux sociaux de vie.

La commission d'examen est déçue de ne pas trouver dans le rapport des pistes concrètes pour le diaconat. Elle relève l'urgence d'un projet global et précis, pour orienter la définition de ministères différents.

Certainement échaudé par le débat précédent au Synode, le CS tente d'aborder la question sous un autre angle.

La commission d'examen est toujours dans la logique de ministères différenciés. On a l'impression de tourner autour de la montagne sans pouvoir se décider sur la face à gravir en premier.

B9 Faculté de théologie (professeurs Gisel, Marguerat et Reymond)
Réflexion sur la théologie des ministères
(Mai 1997)

Les auteurs affirment qu'il ne faut pas confondre diaconie de l'Eglise et ministère diaconal. La diaconie, c'est tout service en actes (donc aussi dans les tâches des pasteurs). Par ailleurs il ne faut pas réserver le ministère pastoral à des tâches internes à la communauté paroissiale. Les « frontières » (jusque là réservées en principe aux diacres) sont un enjeu important pour l'identité de l'Eglise. Il y faut donc aussi des théologiens.

Après avoir distingué « le ministère » de l'Eglise, au service duquel tout croyant (laïc et ministre) est appelé à prendre une part active, l'analyse se concentre sur les deux fonctions reconnues et validées par le Synode: pasteur et diacre. De manière pertinente les auteurs s'attaquent au concept diaconie-diaconat et à un partage des tâches entre l'interne et l'externe de la communauté ecclésiale. Ils ne se prononcent par contre pas sur la question d'un ministère unique.

B10 Conseil Synodal
Rapport intermédiaire au Synode sur la théologie des ministères et la consécration
(Mai 1998)

Le CS affirme ici sa conviction que tous les ministres (ainsi que les laïcs) sont égaux, mais que leurs fonctions ne sont pas identiques. La grande nouveauté réside dans l'affirmation que la dualité pasteur/diacre mène à une impasse (cf. la commission de travail de juin 1995), et qu'il faut envisager un seul ministère, accessible par diverses voies de formation, et ouvert sur une diversité de fonctions.

C'est la première fois (et la seule dans cette période) où le CS s'ouvre à la possibilité d'un seul ministère pour résoudre le problème. Par la suite, cette solution ne refera pas surface officiellement avant 2005, la mise en place d'EàV ayant, entre temps, mis en veilleuse l'affrontement des idées sur ce thème.

B11 Conseil Synodal
Rapport au Synode sur les ressources humaines (préparation d'EàV)
(Juin 1999)

Le ministère de l'Eglise est d'être témoin de l'Evangile en paroles et en actes. Ce ministère concerne tous les ministres et les laïcs.

Le CS définit en vue d'EàV six axes du ministère: Vivre la proximité / Vivre la spiritualité / Former / Signifier l'Evangile aujourd'hui / Accompagner et stimuler la vie communautaire / Développer la communion ecclésiale. Par ces axes, le CS souhaite pouvoir fixer des objectifs généraux à toutes les activités de l'Eglise, assurer la cohésion interne entre les lieux d'Eglise et mieux penser les profils des ministères. La mise en œuvre de ces six axes doit se réaliser de manière souple, avec des accents particuliers selon les lieux d'Eglise.

Le CS définit aussi quatre types de ministères: paroisse / service communautaire / aumônerie / coordination. Ces types de ministère doivent s'articuler avec les six axes.

Concernant l'accès aux postes, il est prévu que le ministère paroissial soit ouvert d'abord aux pasteurs (un diacre est possible s'il y a déjà un pasteur à plein-temps), alors que les trois autres sont ouverts à tous les ministres, pasteurs ou diacres. Il est précisé qu'il faut tenir

compte des charismes, des compétences et des formations spécifiques. La possibilité d'ouvrir des postes à des laïcs professionnels est mentionnée (*il y en avait 3 en 1999*), mais le CS plaide pour un statu quo provisoire.

On ne parle nulle part dans ce rapport de la distinction entre les deux ministères ou de la solution d'un ministère unique. On a l'impression de tourner toujours autour de la montagne en cherchant une nouvelle voie d'accès: les six axes et les quatre types de ministère. Mais en analysant le détail, on voit qu'il existe toujours deux ministères, qui peuvent accéder à toutes les fonctions, sauf que la supériorité de l'un (pastorat) reste affirmée sur l'autre lorsqu'on est sur le terrain paroissial. Le diaconat reste donc (en partie du moins) un ministère second.

On est donc toujours dans l'ambiguïté: en principe il y a deux ministères différents, mais pasteurs et diacres peuvent faire à peu près tous la même chose, puisque sont valorisés les charismes personnels, les compétences et les formations spécifiques.

B12 FEPS/Conférence des commissions de liturgie

*Convention au sujet des ministères et de la consécration
(Juillet 1999)*

Il s'agit d'un document théologique issu de consultations menées en 1997/98, qui vise à proposer un consensus. Les fonctions ministérielles au service de la communauté (qui est elle-même instrument du Christ) ont varié dans l'histoire selon les circonstances et les besoins. La consécration, reconnaissance d'un ministère, est une étape, marquée par l'engagement réciproque du consacré et de son Eglise (qui doit garantir le cadre, le statut et le climat de confiance). Mais la consécration n'est pas l'unique signe de reconnaissance: par une pratique large de l'installation, l'Eglise reconnaît différentes fonctions et confie des mandats particuliers

Un texte signé par une cinquantaine de théologiens et responsables d'Eglise, dont les vaudois Madeleine Allenbach (CS) et Olivier Favrod (ORH).

C) Troisième période (2003 à 2009)

C1 Commission ad hoc (pour le CS)

*Document de travail sur la théologie de l'Eglise et des ministères
(Octobre 2003)*

Le ministère de l'Eglise est don de Dieu, il doit répercuter au monde l'offre de vie présente dans le Christ, par la proclamation, la célébration et les actes de solidarité. Ce ministère incombe à toute la communauté, il est tout entier pastoral et diaconal.

Historiquement, le ministère pastoral était celui de l'interprétation, de la proclamation et de la transmission de l'Evangile, d'où la nécessaire formation académique. Le ministère diaconal était celui de la dimension caritative, tant à l'interne de la communauté, qu'à l'externe vers la société (les « seuils de l'Eglise »).

Aujourd'hui le ministère pastoral est éclaté en une infinité de tâches, alors que celui des diacres se confond de plus en plus avec le premier. Il faut redéfinir chaque ministère sur les compétences liées à la formation et non sur les lieux d'insertion. Au pasteur le ministère de la

Parole, au diacre un ministère lié à sa formation antérieure. Des passages entre les deux devraient être possibles avec des formations complémentaires.

Ce document de travail a fourni la base du rapport du CS au Synode de juin 2004 (débat non décisionnel).

On retrouve toujours le même schéma: il y a un seul ministère de l'Eglise, mais qu'il faut partager en deux, sans que l'on s'aperçoive de l'impossibilité logique à dire que ce ministère est « tout entier pastoral et diaconal » mais qu'il doit en même temps se répartir entre deux fonctions différentes. Et nulle part on ne dit concrètement où se délimite la « frontière » entre les deux.

De plus limiter le ministère pastoral au seul service de la Parole (cultes, actes ecclésiastiques, enseignement, ...) reviendrait à n'occuper les pasteurs qu'à 50%. Qui ferait les visites, la formation des moniteurs et catéchètes, etc. ? Par ailleurs limiter le travail des diacres à leur formation acquise antérieurement poserait des casse-têtes absolus aux responsables RH (cf. le renoncement dans les années 90 à l'idée du « projet diaconal », pour mettre en avant les besoins de l'Eglise et non les envies des candidats).

Il est à noter que dès lors on ne parle plus d'envoyer prioritairement les diacres aux frontières de l'Eglise. Est-ce une acceptation du fait accompli que les diacres peuvent désormais accéder librement à un ministère paroissial complet ?

Quant au passage possible d'un ministère à l'autre avec formation complémentaire, il a bien été réalisé parfois dans le sens diacre – pasteur, mais jamais dans l'autre sens !

C2 Groupe de travail (autour de MA. Freudiger)

Document de travail sur la théologie des ministères et les cursus de formation (Décembre 2003)

Le groupe fait plusieurs constats:

- en raison de la pénurie pastorale, les diacres sont de fait des « sous-pasteurs »
- il n'existe pas de postes spécifiquement diaconaux dans l'EERV
- la distinction entre édification (pasteur, rassemblement de la communauté) et évangélisation (diacre, aux frontières) est inopérante, il est impossible de distinguer clairement entre les deux
- de plus en plus de pasteurs travaillent « aux frontières »
- la dualité pasteur / diacre crée une hiérarchie de fait
- la prière de consécration ne clarifie pas les choses: elle est précise pour les pasteurs et très générale pour les diacres.

Proposition: une consécration unique (donc abolition de la distinction entre pasteurs et diacres), puis ouverture à une diversification des fonctions. Les ministres seraient tous « pasteurs » (avec un problème de salaires non équivalents, qualifié de secondaire), bien qu'avec des niveaux de formation différents (par ex. master pour les uns et bachelor pour les autres).

Les fonctions envisagées sont au nombre de six: paroisse / animation / formation / aumônerie / communication / coordination. Chaque changement de fonction nécessiterait une nouvelle formation.

Cette réflexion reprend à peu près telle quelle celle de la commission de travail de juin 1995. Elle amène donc les mêmes remarques, notamment sur la très grande difficulté pratique qu'il y aurait, au niveau des repourvues de postes, à segmenter le

ministère en 6 secteurs, et sur le coût en forces, en temps et en argent qui seraient occasionnés par la mise sur pied des formations-passerelles adéquates, chaque secteur n'étant évidemment pas homogène.

Quant à l'impact sur la question des salaires (travail égal, mais pas salaire égal) il n'est pas à négliger, même si la situation se retrouve dans d'autres professions (enseignement par ex.).

C3 FEPS/ Département Etudes

Vers une liturgie de consécration commune aux Eglises réformées de Suisse
(Mars 2004)

Dans la foulée de la Convention de 1999, la comparaison des liturgies des Eglises cantonales débouche sur une proposition de déroulement unifié, fondé sur un commentaire théologique soigné. Effort de compréhension mutuelle entre Eglises membres et de justification vis-à-vis des partenaires œcuméniques. La nécessité théologique du ministère consacré est reconnue, mais les Eglises gardent la liberté d'une réponse contextuelle adaptée. A côté des pasteurs et diacres, proposition de consacrer des « chargés de formation » (catéchèse), promettant « d'enseigner la parole de Dieu selon les Ecritures »... Une discussion est ouverte à propos des « musiciens d'Eglise »: faudrait-il consacrer les organistes, les chantres, etc. ?

Etape servant de repère dans un chantier qui a débuté en 1967 quand les Eglises romandes ont mis sur pied la formation diaconale, et auquel diverses commissions de liturgie ont travaillé depuis lors avec obstination Cet effort continu débouchera sur le rapport FEPS 2007 « La consécration selon la vision réformée » (voir A1). A noter que le document est soucieux d'une compréhension de la consécration compatible avec la Concorde de Leuenberg.

C4 Conseil synodal

Rapport au Synode sur la mission de l'Eglise et la théologie des ministères
+ rapport de la commission d'examen
(Juin 2004)

Ce rapport est la reprise quasi textuelle du document de travail de la commission ad hoc, remis en octobre 2003. Il a été présenté au Synode pour un débat non décisionnel.

La commission d'examen estime le rapport mal fondé et repousse le dossier. A son avis, il y manque le rappel historique de l'évolution de la réflexion, et il n'y a pas mention des implications pratiques.

Pas de commentaires particuliers.

C5 Conseil synodal

Rapport au Synode sur le ministère de l'Eglise et la théologie des ministères
(Avril 2005)

Ce rapport se présente en deux parties:

1) *(en vue d'un débat décisionnel)*

A quelques détails près (notamment dans le titre du rapport), il s'agit de la reprise du rapport de juin 2004, exprimé ici sous forme de 15 thèses. On y trouve les grandes affirmations classiques sur le ministère de l'Eglise, sur lesquelles il est facile de se mettre d'accord.

2) (en vue d'un débat non-décisionnel)

Le CS propose là un vrai choix: entre une voie A) proposant deux ministères distincts (selon les modalités proposées dans le rapport de juin 2004), et une voie B) proposant un seul ministère accessible par des voies de formation différentes (c'est en gros la proposition du groupe de travail de décembre 2003).

Le rapport se termine par l'affirmation que l'une et l'autre voie pourraient ne pas être si éloignées l'une de l'autre qu'il n'y paraît !

On s'aperçoit que le débat entre les deux options: celle, officielle, des divers CS successifs (ici la A), et celle, plus souterraine jusque là, de divers groupes de travail (ici la B), est monté maintenant au niveau de la direction de l'Eglise. Le choix proposé dans le rapport est donc une tentative courageuse de mettre le problème à plat. Mais un débat non-décisionnel ne permet évidemment pas de se faire une opinion claire sur la voie à choisir ensuite. Et la voie B) ne reparaitra plus officiellement.

Quant à la conclusion mentionnée ci-dessus, elle est très curieuse. Etait-ce une manière de dépassionner le débat (au risque de l'affaiblir) ou un aveu d'impuissance, au vu de la situation concrète sur le terrain des RH, où plus rien ne distinguait déjà l'emploi d'un diacre ou d'un pasteur ?

C6 Conseil synodal

Rapport au Synode sur le ministère de l'Eglise et l'engagement des laïcs, pasteurs et diacres dans l'Eglise
(Novembre 2006)

Ce document est dans la même ligne que le précédent (avril 2005) avec un accent particulier sur l'engagement des laïcs (bénévoles) et de laïcs professionnels. Il se résume en 12 thèses: les thèses 1-5 rappellent le cadre théologique classique et l'héritage réformé, alors que les thèses 6-12 traitent des fonctions particulières des laïcs (responsables en Eglise) et des ministres. Voici ces dernières en résumé:

- les laïcs ont des dons particuliers à mettre au service de l'Eglise en vue de sa mission
- l'Eglise a besoin des compétences personnelles, professionnelles et ecclésiales de nombreux laïcs
- l'engagement de laïcs (bénévoles) dans des fonctions spécifiques (membres de conseils élus, catéchètes, visiteurs, etc.) doit s'accompagner d'un acte liturgique
- l'Eglise reconnaît des ministères consacrés
- le pasteur est l'interprète de la Parole
- le diacre est là pour rappeler l'importance de l'engagement diaconal de l'Eglise
- la consécration et l'installation font le lien entre les ministères consacrés et le ministère de l'Eglise

En conclusion le CS affirme qu'il n'est plus possible de revenir à une nette différenciation entre pasteurs et diacres, et qu'une délégation pastorale générale doit être possible pour les diacres. Il ouvre également la porte à l'engagement de laïcs professionnels dans l'Eglise.

La plupart de ces thèses n'ont rien de très nouveau, si ce n'est qu'elles réaffirment l'importance de l'engagement des bénévoles en Eglise. Sur la distinction entre les

deux ministères consacrés, on tourne un peu en rond: ils sont toujours distincts, mais de moins en moins (cf. la délégation pastorale générale envisagée pour les diacres); est-ce une ouverture, sans le dire, vers un seul ministère ? Et la définition du ministère diaconal est pour le moins vague (une simple fonction de « rappel » !).

C7 Groupe Catalyse

Réflexion sur la théologie du ministère de l'Eglise et des ministères
(Avril 2007)

Le groupe reconnaît que le ministère pastoral s'est développé par adjonction de strates successives. Mais il postule que toute participation au ministère de l'Eglise (par des laïcs ou des ministres) comporte à la fois des éléments de pastorale et de diaconie, et que superposer ce couple à deux types de ministères différents ne permet pas de clarifier leur spécificité. Il faut sortir d'un « antagonisme irréductible » entre le souhait (des autorités) de clarifier la distinction entre ministères et l'attente de la base (lieux d'Eglise) d'une interchangeabilité réelle des ministres sur le terrain.

Il faut donc reconnaître un seul ministère, avec une diversité de fonctions ensuite assumées, car il n'y a pas de solution satisfaisante en dehors de l'abandon de l'actuelle dualité.

Le groupe relève en outre que les Eglises de la CER sont les seules dans le monde réformé à avoir des diacres, ce qui pourrait poser des problèmes de loyauté vis-à-vis d'autres Eglises (FEPS, concorde de Leuenberg).

Le débat à distance se poursuit, ce document n'étant pas une réponse directe à un dossier du CS. On retrouve les éléments mis en évidence par divers groupes ou commissions depuis 1995 (ministère unique avec voies diverses de formation et fonctions diversifiées ensuite), ainsi que la réflexion des trois professeurs de théologie (mai 1997) sur l'erreur consistant à superposer les deux couples pastorale / diaconie de l'Eglise, et pasteur / diacre. L'élément nouveau (et intéressant) concerne la loyauté avec les autres Eglises réformées.

C8 Groupe de travail mandaté par le CS

Rapport au Synode: des laïcs et des ministres au service de l'Eglise
(Septembre 2007)

Ce document présente 14 thèses à débattre de manière non décisionnelle. Elles auraient dû être reprises (presque sans changement) en débat décisionnel au mois de septembre 2009.

Le rapport commence par indiquer deux problèmes:

- la difficulté de clarifier les tâches, et donc la trop grande perméabilité entre les deux ministères
- la remise en question de l'idée d'engager des laïcs professionnels, en raison de l'impact de cette nouveauté sur le diaconat (risque de faire disparaître les diacres)

Puis il constate que l'identité pastorale est fragilisée à cause de la multiplication et la diversification des tâches, alors que le ministère diaconal (spécificité romande) a vu son cadrage identitaire d'origine vite dépassé. Il faut donc recadrer chacun des deux ministères: le pasteur sur son rôle d'interprète de la Parole, le diacre étant défini cette fois comme un collaborateur offrant des compétences professionnelles et des dons personnels spécifiques.

Les 14 thèses présentées (1-4 sur le cadre théologique et l'héritage réformé; 5-14 sur les ministères des pasteurs, diacres et laïcs) sont assez semblables aux 12 de novembre 2006, avec toutefois quelques nouveautés:

- deux nouvelles thèses sur les laïcs salariés: leur emploi est proposé dans des activités de soutien (administration, gestion, informatique et coordination) et dans des activités de la mission de l'Eglise (pédagogie, social, santé, animation).
- les deux ministères consacrés (pasteurs et diacres) demeurent, avec de nouvelles formulations: les pasteurs doivent rendre compte de l'interprétation des Ecritures, alors que les diacres sont chargés de former et d'entraîner le peuple de Dieu au service et au témoignage; les fonctions prévues pour les diacres sont dans les domaines de la catéchèse, de l'accompagnement, de la liturgie, de l'animation de groupes, de la solidarité, du social et de la santé (selon les compétences acquises).
- une nouvelle distinction apparaît: il faut définir des tâches spécifiques (aux pasteurs ou aux diacres) et des tâches communes, dans un concept de complémentarité au sein du travail en équipe; mais on réaffirme que les rôles ne sont pas interchangeables.

Malgré les deux problèmes signalés en début de rapport, on continue à vouloir résoudre la quadrature du cercle: recadrer la définition des ministères (alors que dans la réalité tout le monde fait un peu de tout), en rajoutant un élément supplémentaire de complexité avec l'introduction d'un ministère laïc professionnel ... dont les tâches coïncident en grande partie avec celles attribuées aux diacres !

La définition du ministère diaconal est moins vague que la précédente (novembre 2006) et plus conforme à la promesse de consécration, mais reste en décalage important avec la pratique, alors que les pasteurs sont toujours cantonnés au ministère de la Parole (interprétation des Ecritures). Mais le fait qu'à chaque nouveau rapport le ministère diaconal soit défini autrement montre bien la difficulté récurrente de situer ce ministère au sein de celui de l'Eglise.

Pour résoudre le dilemme, on consent à parler de tâches communes (mais sans préciser lesquelles) tout en affirmant que les rôles ne sont pas interchangeables. La complémentarité et le travail en équipe sont évidemment des atouts précieux, mais on ne voit pas en quoi ils permettraient de résoudre le problème d'un coup de baguette magique.

C9 Conseil Synodal

*Rapport au Synode sur la formation de professionnels engagés dans des tâches spécifiques (PROTS) en Eglise
(Novembre 2007)*

Le rapport commence par s'inquiéter de la possible pénurie ministérielle à l'horizon 2020 (départ prévu d'ici là de 125 ministres, soit 46% de l'effectif). Pour faire face, il faut engager des PROTS, particulièrement dans les secteurs KT/jeunesse et santé, ou dans l'information et la coordination.

Les fonctions prévues devraient alléger les tâches des pasteurs et des diacres qui pourraient se recentrer sur leurs apports spécifiques. Il s'agit de: animation de groupes, coordination d'équipes au travail, formation de jeunes et d'adultes, accompagnement spirituel. Les exemples donnés sont:

- dans les hôpitaux: visites, cultes et recueils, services funèbres, animations diverses, etc.

- dans le secteur KT/Jeunesse: soutien d'équipes de catéchètes, encadrement et accompagnement de groupes de catéchumènes, cultes et recueils, célébration de la sainte-cène, baptêmes, etc.

Le niveau de formation préalable devrait être élevé (HES ou Uni). Le candidat devrait disposer d'une formation professionnelle avec trois ans de pratique, et du diplôme du SCT. Viendrait ensuite une formation ecclésiale en cours d'emploi de 2 ans (50% sur le terrain, 50% en formation), avec un système modulaire et validation des acquis. La commission de formation aux ministères (CFM) devrait être étoffée pour être à même de valider ces formations.

Enfin le statut ecclésial est évoqué avec trois options: pas de consécration mais une installation, une consécration comme laïc professionnel, ou une consécration diaconale. Le salaire de ces PROTS, eu égard à leur niveau de formation, serait supérieur à celui des diacres.

En conclusion, le rapport reconnaît que cette nouvelle catégorie de ministres pourrait causer un problème avec les Eglises-sœurs (CER et FEPS), et qu'elle pourrait fragiliser le ministère diaconal.

La première question que pose ce rapport est celui de la pénurie (annoncée pour 2020) de ministres. A supposer que ces chiffres soient toujours d'actualité, on peut tout de même se demander pourquoi, avant d'envisager d'engager des PROTS, on ne réfléchit pas à un programme de relance des vocations ministérielles. Aurait-on si peu d'espérance dans le Maître de la moisson pour qu'il y envoie des ouvriers ? D'autant que les postes destinés aux PROTS et disponibles dans ces deux secteurs ne doivent pas excéder la vingtaine. On est loin de combler le déficit annoncé de 125.

On espère ensuite que les PROTS pourront décharger les autres ministres afin que ceux-ci se recentrent sur leurs tâches spécifiques. Mais on n'est jamais arrivé à définir ces spécificités, et la liste des fonctions prévues pour les PROTS est exactement la même que celles qu'on réservait jusqu'ici aux diacres. On va même jusqu'à prévoir que les PROTS feront des cultes, des services funèbres, et présideront des baptêmes et la sainte-cène... Jusqu'ici c'étaient les seuls domaines où on arrivait encore définir une réelle spécificité, celle des pasteurs. Bref, tout le monde fera tout, mais avec trois catégories de ministres au lieu de deux.

Quant au dispositif prévu pour la formation ecclésiale des PROTS, on devrait d'abord se poser la question du coût et des forces à mettre en œuvre, sans compter qu'il faudrait salarier ces nouveaux ministres pendant deux ans avant qu'ils ne soient vraiment opérationnels.

C10 Groupe de travail Laïcs (GTL)

Propositions sur la répartition des tâches liées à la mission de l'Eglise et sur l'intégration des laïcs professionnels dans les équipes ministérielles régionales (Mars 2009)

Le document adressé au CS reprend une des idées maîtresses du rapport de septembre 2007 permettant d'assurer la cohérence dans le travail des différents ministères, à savoir le travail en équipe (notamment régionale), ce qui impliquerait une formation accrue des coordinateurs.

Le groupe propose de définir cinq domaines de compétences: théologie, animation et formation catéchétique, pastorale sociale, coordination, communication. Le premier domaine est réservé aux pasteurs, les quatre autres sont destinés indifféremment aux diacres (avec

niveau HES) et aux laïcs. Aux pasteurs seraient réservés les cultes et actes ecclésiastiques, ainsi que les visites (en paroisse ?), alors que diacres et laïcs pourraient aussi, dans leurs aumôneries ou secteurs d'activités, célébrer des cultes et des services funèbres.

Mais tous les ministres devraient s'appuyer les uns les autres, en articulant les cinq domaines de compétences sur trois cercles concentriques de destinataires: les militants, les sympathisants, et la société en général.

Le rapport essaie enfin de donner un exemple d'intégration possible de laïc professionnel dans une petite région (avec ses effectifs actuels), mais arrive à la conclusion que ce ne serait possible qu'en diminuant drastiquement le nombre de cultes dominicaux, car tous les EPT de la dotation, ou presque, nécessitent des pasteurs en raison du nombre de cultes prévus.

On retrouve ici les mêmes ambiguïtés que dans le rapport précédent: diacres et laïcs sont destinés aux mêmes fonctions, et seraient même amenés à célébrer des cultes et des actes ecclésiastiques. La confusion est donc totale. Si on ajoute à cela la combinaison des cinq domaines de compétences avec les trois cercles de destinataires, on arrive à un degré de complexité absolue. En plus on découvre que les diacres devraient désormais être titulaires d'un diplôme HES.

Le sommet est atteint quand l'exemple régional proposé conclut justement dans ce cas à l'inadéquation du système envisagé, sauf à diminuer le nombre de cultes. On sacrifie donc sur l'autel d'une idée confuse et mal étayée les attentes de ceux qui sont les forces vives de l'Eglise, les fidèles, dont on sait que chaque diminution de cultes entraîne leur éloignement de la vie paroissiale et la diminution de leur apport financier.

C11 Conseil synodal

*Rapport sur les critères d'admission à l'exercice du ministère dans l'EERV
(Avril 2010)*

Soumis à l'adoption du Synode, les 26 critères énoncés sont totalement identiques pour les deux ministères reconnus (pasteur/diacre), sous réserve d'une pondération qui tienne compte des vocations et des formations différentes. La spécificité ne s'exprime que dans la définition du RE (art.167/168): « le pasteur rassemble par la parole et les sacrements / le diacre forme et entraîne au service et au témoignage », distinction qui se répercute dans l'examen de consécration (le pasteur présente un culte avec prédication / le diacre, une animation à partir d'un texte biblique).

Les critères s'ajustent à la réalité et à la pratique du terrain (cf. C6): quasi-interchangeabilité des personnes et des fonctions. Si le document met particulièrement bien en évidence les qualités requises dans les domaines du savoir être et du savoir faire, il garde le silence sur les fondements théologiques.

Jacques André et Etienne Roulet
Septembre 2011

Liste des dossiers et documents consultés sur la Théologie des ministères et la Consécration

1.- Rapports CS au Synode

Novembre 1987	Etat des travaux de la commission des ministères
Novembre 1988	idem
Juin 1989	Les ministères + Les ministères cantonaux et romands
Novembre 1990	La formation aux ministères + rapport CEx
Juin 1991	Le culte de consécration aux ministères + rapport CEx
Octobre 1993	Le culte de consécration aux ministères + rapport CEx
Juin 1995	Spécificité des ministères + rapports CEx et commission d'étude
Novembre 1995	Diaconie de l'Eglise + rapport CEx
Mai 1998	Théologie des ministères et de la Consécration (rapport intermédiaire)
Juin 1999	Les ressources humaines
Juin 2004	Mission de l'Eglise et Théologie des ministères + rapport CEx
Avril 2005	Ministère de l'Eglise et Théologie des ministères
Novembre 2006	Le ministère de l'Eglise et les engagements des laïcs, des pasteurs et des diacres dans l'Eglise (12 thèses)
Septembre 2007	Des laïcs et des ministres au service de l'EERV (14 thèses) – débat non décisionnel
Novembre 2007	La formation de Professionnels engagés dans des tâches spécifiques (PROTS) en Eglise
Avril 2010	Critères d'admission à l'exercice du ministère dans l'EERV

2.- Documents internes

Septembre 1986	Compte-rendu d'entretien de la commission des ministères avec Willy Zoss
Janvier 1994	La place des diacres dans notre Eglise, rapport de la commission temporaire
Octobre 2003	Théologie de l'Eglise et théologie des ministères, document de travail de la commission ad hoc
Décembre 2003	Rapport du groupe de travail sur la théologie des ministères et le cursus de formation
Mars 2009	Propositions sur la répartition des tâches liées à la mission de l'Eglise et sur l'intégration des laïcs professionnels dans les équipes régionales ministérielles, rapport du groupe de travail GTL

3.- Autres documents

Avril 1986	Rapport FEPS concernant une consultation du COE (BEM)
Octobre 1988	Groupe indépendant de réflexion et d'information sur la Consécration
Novembre 1992	Histoire de la diaconie dans les Eglises réformées, Gottfried Hamann
Mai 1995	La place et le rôle des diacres, document CER
Mai 1997	Texte de la Faculté de théologie sur la théologie des ministères
Juillet 1999	Convention au sujet des Ministères et de la Consécration, document de la Conférence des commissions de liturgie
Mars 2004	Vers une liturgie de Consécration commune, document FEPS
Avril 2007	Réflexion sur la théologie du Ministère de l'Eglise et des ministères, document groupe Catalyse

NB:

Cette liste recense les dossiers et documents remis par le CS aux deux soussignés. Il se peut que d'autres documents existent, classés ailleurs ou non sauvegardés. Toutefois ils ne donneraient certainement pas d'autres éléments significatifs pour cette recherche.

Par ailleurs, les procès-verbaux des Synodes qui ont eu à débattre des différents rapports recensés ci-dessus n'ont pas été étudiés, car c'est l'évolution de la réflexion des responsables de l'EERV pendant ces 25 dernières années qui paraît la plus utile pour les débats à venir.

Jacques André et Etienne Roulet
Septembre 2011